

Rapport financier 2009

Exercice terminé le 31 décembre

Nom Saint-André-d'Argenteuil

Code géographique 76008 **Code** 01

Type d'organisme municipal Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers	S4 - S25
Renseignements non vérifiés	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel vérifié	S31 - S34
Autres renseignements non vérifiés	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Linne Roquebrune, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-André-d'Argenteuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009.
(Nom de l'organisme)

Date 2009-04-26 Signature _____

Dernière modification : 2010-04-22 13:25:49

Réservé au ministère

11 289 522	100 433	2 771 930	1,1483
------------	---------	-----------	--------

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers	
Rapport du vérificateur externe sur les états financiers	6
Rapport du vérificateur général sur les états financiers	6.1
Renseignements complémentaires	
Informations sectorielles (1)	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	16
Charges par objets	17
État des résultats	18
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État de la situation financière	20
État des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers	22
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements non vérifiés	
Analyse des revenus	27
Analyse des charges	28

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'impriment pas.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LES ÉTATS FINANCIERS**

Aux membres du conseil,

Nous avons vérifié l'état de la situation financière de la municipalité de Saint-André-d'Argenteuil au 31 décembre 2009 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la municipalité. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Saint-André-d'Argenteuil au 31 décembre 2009 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de la dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Pilon & St-Jacques, comptables agréés
Par: Jean-Pierre Pilon, CA auditeur

LIEU Lachute

DATE 2010-04-07

Dernière modification : 2010-04-22 13:25:49

Réservé au ministère

11 289 522	100 433	2 771 930	1,1483
------------	---------	-----------	--------

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LES ÉTATS FINANCIERS**

LIEU _____

DATE _____

Dernière modification : 2010-04-22 13:25:49

Réservé au ministère

11 289 522	100 433	2 771 930	1,1483
------------	---------	-----------	--------

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Budget 2009		Réalisations 2009		Réalisations 2008
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	2 806 451	2 855 189		2 855 189	2 673 182
Paiements tenant lieu de taxes	2	24 854	26 761		26 761	25 750
Quotes-parts	3					
Transferts	4	177 910	196 928		196 928	286 419
Services rendus	5	77 693	92 569		92 569	115 239
Imposition de droits	6	76 700	117 398		117 398	135 254
Amendes et pénalités	7	18 600	15 261		15 261	19 807
Intérêts	8	43 275	50 403		50 403	84 093
Autres revenus	9	17 900	(525 071)		(525 071)	23 268
	10	3 243 383	2 829 438		2 829 438	3 363 012
Investissement						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13	464 405	672 526		672 526	136 013
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14		188 850		188 850	19 500
Autres	15		8 000		8 000	7 930
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16		44 873		44 873	186 809
	17	464 405	914 249		914 249	350 252
	18	3 707 788	3 743 687		3 743 687	3 713 264
Charges						
Administration générale	19	604 177	608 345	14 315	622 660	553 711
Sécurité publique	20	564 950	566 663	39 911	606 574	632 798
Transport	21	1 014 962	924 296	262 367	1 186 663	1 230 985
Hygiène du milieu	22	373 507	353 429	133 409	486 838	479 537
Santé et bien-être	23	108 361	112 613		112 613	106 161
Aménagement, urbanisme et développement	24	237 864	198 922	3 614	202 536	131 622
Loisirs et culture	25	308 573	329 383	46 917	376 300	365 934
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	49 193	49 070		49 070	54 547
Amortissement des immobilisations	28	483 212	500 533	(500 533)		
	29	3 744 799	3 643 254		3 643 254	3 555 295
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(37 011)	100 433		100 433	157 969

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

		2009		2008
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(37 011)	100 433	157 969
Moins: revenus d'investissement	2 (	464 405)	(914 249)	(350 252)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(501 416)	(813 816)	(192 283)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	483 212	500 533	514 621
Produit de cession	5			11 982
(Gain) perte sur cession	6		574 998	4 610
Réduction de valeur	7			
	8	483 212	1 075 531	531 213
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			556 600
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			556 600
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	115 300)	(115 302)	(121 146)
	18	(115 300)	(115 302)	(121 146)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	1 200)	(21 692)	(43 389)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		147 886	163 879
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	134 704	152 347	61 610
Montant à pourvoir dans le futur	22		(346)	(7 235)
Financement des investissements en cours	23			
	24	133 504	278 195	174 865
	25	501 416	1 238 424	1 141 532
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26		424 608	949 249

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009		2008
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	464 405	914 249	350 252
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	( 11 440)	(31 401)
Sécurité publique	3 (	)	( 41 624)	(4 619)
Transport	4 (	740 000)	(1 177 830)	(675 761)
Hygiène du milieu	5 (	543 247)	(733 548)	(58 679)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	26 000)	(16 719)	(18 695)
Loisirs et culture	8 (	40 000)	(82 628)	(84 076)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	1 349 247)	(2 063 789)	(873 231)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	)	( 1 925))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12		(44 873)	(186 809)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	638 842		
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	1 200	21 692	43 389
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15	103 800	12 615	604 935
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16	141 000	247 625	58 334
	17	246 000	281 932	706 658
	18	(464 405)	(1 828 655)	(353 382)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19		(914 406)	(3 130)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009		2008
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	674 273	688 164	585 403
Charges sociales	2	129 218	109 302	88 086
Biens et services	3	2 052 394	1 934 641	1 958 673
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	48 393	47 405	52 300
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	800	1 665	2 247
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	295 284	282 266	296 158
Autres	10			
Autres organismes	11	40 725	76 091	41 609
Amortissement des immobilisations	12	483 212	500 533	514 621
Autres	13	20 500	3 187	16 198
	14	3 744 799	3 643 254	3 555 295

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

		Budget 2009	Réalizations	
			2009	2008
Revenus				
Taxes	1	2 806 451	2 855 189	2 673 182
Paiements tenant lieu de taxes	2	24 854	26 761	25 750
Quotes-parts	3			
Transferts	4	642 315	869 454	422 432
Services rendus	5	77 693	92 569	115 239
Imposition de droits	6	76 700	117 398	135 254
Amendes et pénalités	7	18 600	15 261	19 807
Intérêts	8	43 275	50 403	84 093
Autres revenus	9	17 900	(328 221)	50 698
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		44 873	186 809
	11	3 707 788	3 743 687	3 713 264
Charges				
Administration générale	12	623 763	622 660	553 711
Sécurité publique	13	600 729	606 574	632 798
Transport	14	1 230 149	1 186 663	1 230 985
Hygiène du milieu	15	506 290	486 838	479 537
Santé et bien-être	16	108 361	112 613	106 161
Aménagement, urbanisme et développement	17	241 904	202 536	131 622
Loisirs et culture	18	384 410	376 300	365 934
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	49 193	49 070	54 547
	21	3 744 799	3 643 254	3 555 295
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(37 011)	100 433	157 969
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	11 189 089	11 189 089	11 031 120
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	11 189 089	11 189 089	11 031 120
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	11 152 078	11 289 522	11 189 089

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15 .

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Budget 2009	Réalizations	
			2009	2008
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(37 011)	100 433	157 969
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(1 349 247)	(2 063 789)	(873 231)
Produit de cession	3			11 982
Amortissement	4	483 212	500 533	514 621
(Gain) perte sur cession	5		574 998	4 610
Réduction de valeur	6			
	7	(866 035)	(988 258)	(342 018)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(1 925)	(1 925)	
Variation des stocks de fournitures	9	(8 800)	(8 800)	(17 300)
Variation des autres actifs non financiers	10	12 786	12 786	(14 079)
	11	2 061	2 061	(31 379)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(900 985)	(885 764)	(215 428)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	3 037 246	3 037 246	3 252 674
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	3 037 246	3 037 246	3 252 674
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	2 136 261	2 151 482	3 037 246

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse (note 4)	1	978 484	1 338 742
Placements temporaires (note 4)	2	200 000	
Débiteurs (note 5)	3	578 367	472 098
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (notes 4 et 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6	2 899 696	2 854 823
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>4 656 547</u>	<u>4 665 663</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11	925 800	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	653 857	383 421
Revenus reportés (note 11)	13	2 000	210 050
Dette à long terme (note 12)	14	923 408	1 034 946
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	<u>2 505 065</u>	<u>1 628 417</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>2 151 482</u>	<u>3 037 246</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	9 074 750	8 086 492
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	3 122	1 197
Stocks de fournitures	20	33 100	24 300
Autres actifs non financiers (note 15)	21	27 068	39 854
	22	<u>9 138 040</u>	<u>8 151 843</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>11 289 522</u>	<u>11 189 089</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	100 433	157 969
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	500 533	514 621
Autres			
- Perte(gain) sur cession d'imm.	3	574 998	4 610
-	4		
	5	1 175 964	677 200
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(106 269)	(111 700)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	270 436	118 975
Revenus reportés	9	(208 050)	58 308
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(1 925)	
Stocks de fournitures	12	(8 800)	(17 300)
Autres actifs non financiers	13	12 786	(14 079)
	14	1 134 142	711 404
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 063 789)	(873 231)
Produit de cession	16		11 982
	17	(2 063 789)	(861 249)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(44 873)	(186 809)
Remboursement ou cession	19		556 600
	20	(44 873)	369 791
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	21		
Remboursement de la dette à long terme	22	(115 302)	(121 146)
Variation nette des emprunts temporaires	23	925 800	
Autres			
- Variation nette des frais reportés liés à la dette	24	3 764	3 816
-	25		
	26	814 262	(117 330)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	27	(160 258)	102 616
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	28	1 338 742	1 236 126
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	29	1 178 484	1 338 742

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal. Elle résulte de la fusion des anciennes municipalités du Village de St-André Est, de la paroisse de St-André d'Argenteuil et du Village de Carillon suite au décret #1408-99 émis par le gouvernement du Québec le 29 décembre 1999.

2. Principales méthodes comptables**A) Périmètre comptable**

La participation de la municipalité dans la Régie intermunicipale Argenteuil-Deux-Montagnes, considérée comme une entreprise municipale en vertu des principes comptables généralement reconnus propres au secteur municipal, est présentée aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

B) Comptabilité d'exercice

Les opérations de la municipalité sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

C) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie.

Les immobilisations sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile établie conformément au règlement adopté par la municipalité.

	Période d'amortissement
Infrastructures	Entre 10 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	Entre 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	Entre 10 et 20 ans
Ameublement	10 ans
Équipements informatiques et bureautiques	5 ans
Terrains	non amortis

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009****E) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le REER et le régime de retraite simplifié offerts par la municipalité sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

G) Montant à pourvoir dans le futur

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000:

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette): sur la durée restante des dettes correspondantes.

H) Autres éléments

Dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

3. Modification de méthodes comptables

La municipalité a adopté en 2009 un nouveau modèle de présentation basé sur le concept de la dette nette de même que de nouvelles normes en matière de présentation des immobilisations et de la distribution des surplus des entreprises municipales, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

Ces modifications de méthodes comptables ont été appliquées rétroactivement en retraitant les états financiers de l'exercice précédent (se référer à la note 18).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	2009	2008
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 293 566	305 778
Placements temporaires	2	
Placements à long terme	3	
Note		
L'encaisse affectée comprend les éléments suivants:		
	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Fonds de roulement	291 277	284 685
Fonds parcs et terrains de jeux	2 289	21 093
	<u>293 566</u>	<u>305 778</u>
	=====	=====
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4 205 289	205 341
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6 273 611	163 671
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7 64 187	42 615
Organismes municipaux	8 2 046	14 070
Autres		
- Droits de mutations	9 25 054	28 990
- Autres	10 8 180	17 411
	11 578 367	472 098
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16 1 117	1 079
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	2009	2008
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	2009	2008
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	20 217
Régimes de retraite des élus municipaux	32	17 797
	33	20 217
	20 217	17 797

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	448 086	213 283
Salaires et avantages sociaux	38	65 952	57 317
Dépôts et retenues de garantie	39	133 183	105 197
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus sur d.à l.t.	42	6 636	7 624
-	43		
-	44		
-	45		
-	46		
	47	653 857	383 421

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49	2 000	210 050
Autres			
-	50		
-	51		
	52	2 000	210 050

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

						2009	2008
12. Dette à long terme	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>				
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>			
Obligations et billets en monnaie canadienne	3,05	4,70	2015	2022	53	859 300	969 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5,27	5,27	2023	2023	55	70 749	75 451
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres					58		
					59	930 049	1 045 351
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(6 641)	(10 405)
					61	923 408	1 034 946

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2009</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2010	62	70	115 500	78	87	4 702	95	120 202
2011	63	71	120 800	79	88	4 702	96	125 502
2012	64	72	78 700	80	89	4 702	97	83 402
2013	65	73	82 100	81	90	4 702	98	86 802
2014	66	74	86 000	82	91	4 702	99	90 702
2015 et +	67	75	376 200	83	92	47 239	100	423 439
	68	76	859 300	84	93	70 749	101	930 049
Intérêts et frais accessoires				85	()		102	()
	69	77	859 300	86	94	70 749	103	930 049

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

13. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	104	892 851	132		159		186	892 851
Eaux usées	105	4 407 913	133	15 300	160		187	4 423 213
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	3 573 412	134	1 162 872	161		188	4 736 284
Autres	107	1 342 353	135	47 069	162	698 037	189	691 385
Réseau d'électricité	108		136		163		190	
Bâtiments	109	748 867	137		164		191	748 867
Améliorations locatives	110		138		165		192	
Véhicules	111	845 277	139	53 294	166		193	898 571
Ameublement et équipement de bureau	112	224 624	140	11 440	167	15 864	194	220 200
Machinerie, outillage et équipement divers	113	222 782	141	20 008	168	22 366	195	220 424
Terrains	114	94 330	142		169		196	94 330
Autres	115	7 388	143		170		197	7 388
	116	<u>12 359 797</u>	144	<u>1 309 983</u>	171	<u>736 267</u>	198	<u>12 933 513</u>
Immobilisations en cours	117	<u>142 376</u>	145	<u>753 806</u>	172		199	<u>896 182</u>
	118	<u>12 502 173</u>	146	<u>2 063 789</u>	173	<u>736 267</u>	200	<u>13 829 695</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	119	414 100	147	22 321	174		201	436 421
Eaux usées	120	1 476 074	148	110 580	175		202	1 586 654
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	1 181 776	149	235 596	176		203	1 417 372
Autres	122	402 123	150	27 953	177	123 039	204	307 037
Réseau d'électricité	123		151		178		205	
Bâtiments	124	193 923	152	18 722	179		206	212 645
Améliorations locatives	125		153		180		207	
Véhicules	126	433 250	154	49 802	181		208	483 052
Ameublement et équipement de bureau	127	172 015	155	13 751	182	15 864	209	169 902
Machinerie, outillage et équipement divers	128	135 032	156	21 808	183	22 366	210	134 474
Autres	129	7 388	157		184		211	7 388
	130	<u>4 415 681</u>	158	<u>500 533</u>	185	<u>161 269</u>	212	<u>4 754 945</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>8 086 492</u>					213	<u>9 074 750</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	214		217		219		221	
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220	(_____)	222	(_____)
Valeur comptable nette	216	_____					223	_____

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224		
Immeubles industriels municipaux	225		
Autres	226	3 122	1 197
	227	3 122	1 197
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	3 122	1 197
<hr/>			
Note			

15. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	230	16 525	18 768
Frais reportés			
- Rôle triennal d'évaluation	231	10 543	21 086
-	232		
	233	27 068	39 854
<hr/>			
Note			

16. Engagements contractuels

En vertu de l'entente intermunicipale constitutive de la Régie intermunicipale Argenteuil-Deux-Montagne, la municipalité s'est engagée à utiliser exclusivement les services d'élimination des déchets établis par la régie. L'existence de la régie a été prolongée jusqu'en 2030.

La municipalité est partie à une entente intervenue en mai 2004 avec Centrale d'appels d'urgence Chaudières-Appalaches (CAUCA) pour la fourniture d'un service de traitement des appels d'urgence 911. La municipalité est également partie à une convention avec Bell Canada et la Fédération québécoise des municipalités (FQM). Selon cette convention, la municipalité autorise la société Bell Canada à facturer sur le compte des abonnés les frais du service 911. Les frais ainsi perçus sont remis directement à la société CAUCA.

La municipalité est partie à des ententes d'entraide mutuelle en matière de service d'incendie avec les villes de Lachute, Brownsburg-Chatham et Mirabel ainsi que la municipalité de St-Placide. En vertu de ces ententes, les services sont facturés selon les coûts engendrés.

La municipalité est partie à une entente avec l'organisme "Au fil des mots" pour offrir un service de bibliothèque. En vertu de cette entente, la municipalité s'est engagée à verser annuellement un montant représentant 75% des dépenses de fonctionnement jusqu'à un maximum de 20 050\$ dont 8 000\$ doit être utilisé pour l'achat de livres. L'entente est en vigueur pour les années 2009 et 2010 et est renouvelable annuellement par la suite.

L'engagement de la municipalité en vertu de contrats de déneigement, de fourniture d'huile à chauffage, de contrôle des moustiques et de gestion de parcs s'élève à 414 151\$ pour 2010, 96 728\$ pour 2011 et 2012.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

18. Redressement aux exercices antérieurs

À la suite des modifications de méthodes comptables appliquées rétroactivement en retraitant les états financiers de l'exercice précédent, l'amortissement des immobilisations d'un montant de 514 621\$ a été pris en compte dans les charges de 2008 et l'acquisition d'immobilisations d'un montant de 873 231\$, n'étant plus une charge, y a été retranchée de manière à présenter les charges selon les nouvelles normes. Les charges sont par conséquent établies uniquement à des fins de fonctionnement.

De plus, la perte sur cession d'immobilisations au montant de 4 610\$ a été prise en compte dans les revenus plutôt que le produit de cession au montant de 11 982\$.

Le traitement de la distribution des surplus par une entreprise municipale a également été modifié de telle sorte que celle-ci est présentée à l'état de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales plutôt que comme une variation du surplus non affecté. Cet élément s'élevait à 556 600\$ en 2008.

Ces redressements n'ont aucun effet sur l'excédent (déficit) accumulé de la municipalité au 1er janvier 2009.

19. Données budgétaires

La présentation de certains postes du budget a été modifiée en fonction de celle utilisée pour les données réelles de l'exercice courant.

20. Placements temporaires

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Caisse Desjardins, dépôt rachetable, 0,42%, échéant en juin 2010	200 000\$	--

21. Participations dans une entreprise municipale

La Régie intermunicipale Argenteuil-Deux-Montagnes est considérée comme une entreprise municipale compte tenue de son autonomie, de son orientation commerciale et de son autosuffisance financière.

La quote-part de la municipalité dans les dépenses d'immobilisations et d'exploitation nette des revenus de toutes sources est fixée à 12.65% pour une période de 5 ans en vertu de l'entente intermunicipale relative à la constitution de la régie modifiée le 4 avril 2006.

Situation financière et résultats

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Actifs financiers	24 389 559	27 396 192
Passifs	4 930 723	8 689 240
Actifs financiers nets (dette nette)	19 458 836	18 706 952
Actifs non financiers	3 463 660	3 860 816
Excédent accumulé	22 922 496	22 567 768
Revenus	2 945 449	2 421 971
Charges	2 590 721	5 345 219
Excédent(déficit) de l'exercice	354 728	(2 923 248)

Engagements contractuels

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009****Participations dans une entreprise municipale**

Le 27 avril 2006, la Régie a conclu un contrat de services avec une société privée en vertu duquel elle s'engage à fournir un espace d'enfouissement sanitaire de 10 715 000 mètres cubes pour une période correspondant à la durée de l'entente intermunicipale, incluant toute période de renouvellement. Le contrat de services prévoit des quantités d'enfouissement maximales annuelles.

Le 3 août 2006, la Régie a conclu un contrat de services avec une société privée pour la gestion des activités de la Régie pour une durée de cinq ans renouvelable pour quatre périodes additionnelles de cinq ans. En vertu de ce contrat, la Régie s'engage à payer des frais de gestion représentant un coût unitaire de 7\$ (indexable annuellement selon l'IPC) par tonne métrique de matières résiduelles enfouies pour les contrats encore en vigueur.

Le 10 novembre 2006, la Régie a signé un bail pour la location de bureaux avec une municipalité membre. Le bail, d'une durée de 10 ans, vient à échéance le 16 novembre 2016.

Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

Pour garantir l'exécution de ses obligations envers un tiers à l'égard du contrat de fourniture de services d'enfouissement de déchets signé le 27 juillet 2006, la Régie a consenti une hypothèque immobilière de 40 000 000\$ sur les lots #2 625 398 et #2 625 524 formant le site.

La régie s'est portée caution en faveur du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs pour un montant de 1 000 000\$ relativement à l'exploitation du lieu d'enfouissement et ce jusqu'au 19 juillet 2012.

b) Poursuites

La Régie a reçu une requête en nullité et une radiation d'une inscription hypothécaire sur le registre foncier concernant le contrat de service d'élimination des matières résiduelles signé le 27 avril 2006. Cette requête a été entendue devant la Cour Supérieure en janvier 2010. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et de quantifier l'impact monétaire découlant de la nullité du contrat. La régie est dans l'attente du jugement. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers de la régie.

La régie a reçu une réclamation de l'ordre de 7 000 000\$ suite à la conclusion d'une entente qui, selon ses aviseurs légaux, ne relève pas de sa compétence. Une requête en irrecevabilité du recours a été accueillie par la Cour Supérieure et le dossier est maintenant à la Cour d'Appel. Il est difficile pour le moment de prévoir l'issue de ce litige. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers de la régie.

La municipalité de Saint-Placide a présenté une requête visant à faire interpréter l'entente la liant à la Régie pour la collecte de ses déchets. Il s'agit d'un enjeu monétaire inférieur à dix mille dollars (10 000\$) par an. Le dossier ne sera pas entendu avant dix-huit (18) mois. Il est impossible pour le moment de prévoir l'issue de cette requête. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers de la régie.

22. Emprunts temporaires

La municipalité dispose d'un crédit bancaire à court terme à des fins de fonctionnement de 150 000\$ portant intérêt au taux préférentiel et renégociable annuellement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

Emprunts temporaires

La municipalité a également contracté deux emprunts temporaires à des fins d'investissement. Ces prêts portent intérêt au taux préférentiel.

23. Données comparatives

La présentation de certains postes de l'exercice précédent a été modifiée en fonction de celle utilisée pour l'exercice courant.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2009

	2009	2008
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 635 173	571 666
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 525 824	725 196
Montant à pourvoir dans le futur	3 (4 243)	(4 589)
Financement des investissements en cours	4 (914 751)	(345)
Investissement net dans les éléments à long terme	5 11 047 519	9 897 161
	6 11 289 522	11 189 089

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté		
- Décret ex-vil. de St-André Est	7 2 367	73 757
- Décret ex-village de Carillon	8 2 982	2 982
- Taxation travaux d'aqueduc	9 157 907	128 354
- Taxation égouts ex-St-André	10 9 101	6 162
- Taxation égouts ex-Carillon	11 9 590	7 614
- Parc de Carillon	12 3 800	3 800
- Espaces récréatifs	13 3 728	3 728
- Pavage 2009	14 13 007	54 995
- Revit.bât.& Act.Rec./Culture	15 25 000	
- Equilibre budgétaire	16	125 000
	17 227 482	406 392
Réserves financières		
-	18	
-	19	
-	20	
-	21	
-	22	
-	23	
	24	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	25 291 276	284 684
Fonds parcs et terrains de jeux	26 2 288	27 731
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	27	
Société québécoise d'assainissement des eaux	28	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	29	
Fonds d'amortissement	30	
Financement des activités de fonctionnement	31 4 778	6 389
Autres		
-	32	
-	33	
-	34	
-	35	
	36 298 342	318 804
	37 525 824	725 196

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2009

	2009	2008
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	38	
Intérêts sur la dette à long terme	39	4 243
Élections	40	
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	41	
Régimes non capitalisés	42	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	43	
Régimes non capitalisés	44	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	45	
Autres		
-	46	
-	47	
	48	4 243
		4 589
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	49	44 679
Investissements à financer	50 (	959 430) (
	51	(914 751) (345)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	52	9 074 750
Propriétés destinées à la revente	53	3 122
Prêts	54	
Placements à titre d'investissement	55	
Participations dans des entreprises municipales	56	2 899 696
	57	11 977 568
Éléments de passif		
Dette à long terme	58	923 408
Frais reportés liés à la dette à long terme	59	6 641
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	60 () (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	61 () (
	62	930 049
Dette en cours de refinancement et autres éléments	63	
	64	930 049
	65	11 047 519
		1 045 351
		9 897 161

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1		2		3	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

s/o

Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

		2009		2008
Actif (passif) au début de l'exercice	4			
Charge de l'exercice	5	()		()
Cotisations versées par l'employeur	6			
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7			

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation

Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9	()		()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10			
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12			
Provision pour moins-value	13	()		()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14			

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs

Nombre de régimes en cause	15			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17	()		()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18	()		()

Charge de l'exercice

Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19			
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20			
	21			
Cotisations salariales des employés	22	()		()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23	()		()
	24			
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25			
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27			
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28			
Variation de la provision pour moins-value	29			
Autres :				
-	30			
-	31			
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32			
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33			
Rendement espéré des actifs	34	()		()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35			
Charge de l'exercice	36			

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	2009	2008
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	_____	55	_____	56	_____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

s/o

Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs

	2009	2008
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation

Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	<u>2009</u>	<u>2008</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	() ()	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

s/o

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 2

Description des régimes et autres renseignementsa) Régime de retraite simplifié

En 2005, la municipalité a instauré un régime de retraite simplifié au bénéfice des employés réguliers cadres, cols blancs et cols bleus. La participation au régime est sur une base volontaire. Les contributions employés et employeurs varient de 3% à 4% du salaire gagné. L'administrateur du régime est la Société de fiducie Natcan, opérant sous le nom commercial Trust Banque Nationale.

b) Reer individuels

La municipalité contribue à des Reer individuels pour ses employés cadres. Les contributions correspondent à des montants forfaitaires établis dans les contrats de travail.

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>20 217</u>	<u>17 797</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
93 Non

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u> </u>	<u> </u>

Description du régime

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	<u> </u>	<u> </u>
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u> </u>	<u> </u>
98	<u> </u>	<u> </u>

Note

s/o

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2009

		Secteurs		Ensemble		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	317 089	20	612 960	39	930 049
Ajouter						
Activités d'investissement à financer	2	195 130	21	764 300	40	959 430
Activités de fonctionnement à financer	3		22		41	
Dettes en cours de refinancement	4		23		42	
Autres						
-	5		24		43	
-	6		25		44	
Déduire						
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme						
Excédent accumulé	7		26		45	
Débiteurs	8		27		46	
Autres montants	9		28		47	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10		29		48	
Autres déductions						
-	11		30		49	
-	12		31		50	
Endettement net à long terme	13	512 219	32	1 377 260	51	1 889 479
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes						
Municipalité régionale de comté	14		33	217 238	52	217 238
Communauté métropolitaine	15		34		53	
Autres organismes	16		35		54	
	17		36	217 238	55	217 238
Endettement total net à long terme	18	512 219	37	1 594 498	56	2 106 717
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	19		38		57	

RENSEIGNEMENTS NON VÉRIFIÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

TAXES		Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 215 942	2 259 551	2 099 568
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	108 209	110 530	105 552
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	(320)	(313)	11 009
Activités de fonctionnement	6	102 860	104 801	103 066
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	2 426 691	2 474 569	2 319 195
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	112 180	112 278	105 417
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	65 219	65 187	47 027
Matières résiduelles	13	150 320	150 824	150 566
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Service de la dette	17	52 041	52 331	50 977
Activités de fonctionnement	18			
Activités d'investissement	19			
	20	379 760	380 620	353 987
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative				
Autres	21			
	22			
	23			
	24	379 760	380 620	353 987
	25	2 806 451	2 855 189	2 673 182

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	26 130	22	123
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	27		
Taxes d'affaires	28		
Compensations pour les terres publiques	29		
	30	22	123
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31		
Cégeps et universités	32		
Écoles primaires et secondaires	33 14 400	14 788	14 400
	34 14 400	14 788	14 400
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	35		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	36		
Taxes d'affaires	37		
Biens culturels classés	38		
	39		
	40 14 530	14 810	14 523
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41 9 497	10 177	9 829
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42 827	1 774	1 398
Taxes d'affaires	43		
	44 10 324	11 951	11 227
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 24 854	26 761	25 750

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
TRANSFERTS			
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	52		
Péréquation	53		
Réorganisation municipale	54		
Neutralité	55		
Diversification des revenus	56		
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	57	38 700	38 670
Programme d'aide financière aux MRC	58		33 616
Autres	59		
	60	38 700	38 670
		38 670	33 616
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS			
Administration générale	61	2 625	
Sécurité publique			
Police	62		
Sécurité incendie	63		
Sécurité civile	64		86 440
Autres	65		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	66	135 407	279 038
Enlèvement de la neige	67	31 803	31 803
Autres	68		146 028
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	69		
Transport adapté	70		
Transport scolaire	71		
Autres	72		
Transport aérien	73		
Transport par eau	74		
Autres	75		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	76	404 405	444 021
Réseau de distribution de l'eau potable	77		58 679
Traitement des eaux usées	78		
Réseaux d'égout	79		
Matières résiduelles	80	12 000	23 390
Cours d'eau	81		24 992
Protection de l'environnement	82		
Autres	83		
Santé et bien-être			
Logement social	84		
Sécurité du revenu	85		
Autres	86		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	87		6 858
Rénovation urbaine	88		
Promotion et développement économique	89		
Autres	90		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	91	20 000	43 049
Activités culturelles			37 334
Bibliothèques	92		
Autres	93		
Réseau d'électricité	94		
	95	603 615	830 784
	96	642 315	388 816
		869 454	422 432

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

SERVICES RENDUS	Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Évaluation	97		
Autres	98		
	99		
Sécurité publique			
Police	100		
Sécurité incendie	101	5 500	11 458
Sécurité civile	102		15 501
Autres	103		
	104	5 500	11 458
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	105		7 634
Enlèvement de la neige	106		
Autres	107		
Transport collectif	108		
Autres	109		
	110		7 634
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	111		
Réseau de distribution de l'eau potable	112		
Traitement des eaux usées	113		
Réseaux d'égout	114		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques	115		
Matières secondaires	116		
Autres	117		
Cours d'eau	118		
Protection de l'environnement	119		
Autres	120		
	121		
Santé et bien-être			
Logement social	122		
Autres	123		
	124		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	125		
Rénovation urbaine	126		
Promotion et développement économique	127		
Autres	128		
	129		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	130	1 840	9 439
Activités culturelles			
Bibliothèques	131		
Autres	132		
	133	1 840	9 439
Réseau d'électricité			
	134		
	135	7 340	11 458
			32 574

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	136	300	1 412	459
Sécurité publique	137	6 100	9 384	8 278
Transport				
Réseau routier	138	5 553	5 354	13 663
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	139			
Transport adapté	140			
Transport scolaire	141			
Autres	142			
Autres	143			
Hygiène du milieu	144	500	2 650	1 969
Santé et bien-être	145			
Aménagement, urbanisme et développement	146	1 200	2 300	1 653
Loisirs et culture	147	56 700	60 011	56 643
Réseau d'électricité	148			
	149	70 353	81 111	82 665
TOTAL DES SERVICES RENDUS	150	77 693	92 569	115 239
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	151	26 700	30 469	30 164
Droits de mutation immobilière	152	50 000	86 929	105 090
Droits sur les carrières et sablières	153			
Autres	154			
	155	76 700	117 398	135 254
AMENDES ET PÉNALITÉS	156	18 600	15 261	19 807
INTÉRÊTS	157	43 275	50 403	84 093
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	158		(574 998)	(4 610)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	159			
Gain (perte) sur cession de placements	160			
Contributions des promoteurs	161		188 850	19 500
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	162			
Contributions des organismes municipaux	163		25 292	6 663
Autres	164	17 900	32 635	29 145
	165	17 900	(328 221)	50 698

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		<u>Budget 2009</u>	<u>Réalisations 2009</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2008</u>
		<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	76 520	70 594		70 594	70 287
Application de la loi	2	12 000	5 342		5 342	10 337
Gestion financière et administrative	3	347 469	346 372	10 969	357 341	337 303
Greffe	4	25 000	30 249		30 249	
Évaluation	5	41 600	39 109		39 109	47 699
Gestion du personnel	6	15 850	1 679		1 679	9 678
Autres	7	85 738	115 000	3 346	118 346	78 407
	8	604 177	608 345	14 315	622 660	553 711
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	302 290	304 163		304 163	300 081
Sécurité incendie	10	245 790	245 841	39 911	285 752	255 743
Sécurité civile	11	6 470	5 646		5 646	68 236
Autres	12	10 400	11 013		11 013	8 738
	13	564 950	566 663	39 911	606 574	632 798
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	502 167	434 718	253 521	688 239	680 046
Enlèvement de la neige	15	426 823	407 858	7 618	415 476	472 629
Éclairage des rues	16	76 000	67 081	1 228	68 309	69 579
Circulation et stationnement	17	4 000	8 667		8 667	2 982
Transport collectif						
Transport en commun	18	5 972	5 972		5 972	5 749
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	1 014 962	924 296	262 367	1 186 663	1 230 985

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	Budget 2009		Réalisations 2009		Total	Réalisations 2008
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	54 650	19 872	2 726	22 598	39 343
Réseau de distribution de l'eau potable	24	87 537	78 768	20 103	98 871	101 473
Traitement des eaux usées	25	65 219	65 252	70 733	135 985	124 841
Réseaux d'égout	26		17 513	39 847	57 360	56 381
Matières résiduelles						
Déchets domestiques						
Cueillette et transport	27	34 836	35 020		35 020	35 001
Élimination	28	41 000	31 751		31 751	32 073
Matières secondaires						
Cueillette et transport	29	73 686	74 872		74 872	73 692
Traitement	30	3 600	17 292		17 292	5 903
Élimination des matériaux secs	31	100	196		196	
Plan de gestion	32	1 379	1 378		1 378	1 906
Cours d'eau	33	11 500	11 515		11 515	8 924
Protection de l'environnement	34					
Autres	35					
	36	373 507	353 429	133 409	486 838	479 537
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	37	6 355	10 628		10 628	4 155
Sécurité du revenu	38					
Autres	39	102 006	101 985		101 985	102 006
	40	108 361	112 613		112 613	106 161
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	41	186 912	172 415	3 614	176 029	112 997
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	42					
Autres biens	43	32 000	7 556		7 556	
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	44	18 952	18 951		18 951	18 625
Tourisme	45					
Autres	46					
Autres	47					
	48	237 864	198 922	3 614	202 536	131 622

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Budget 2009	Réalisations 2009		Total	Réalisations 2008
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	49				
Patinoires intérieures et extérieures	50	77 181	75 324	75 324	68 363
Piscines, plages et ports de plaisance	51	15 689	15 084	15 084	14 871
Parcs et terrains de jeux	52	176 371	199 976	46 917	246 893
Parcs régionaux	53				
Expositions et foires	54	974	973	973	1 015
Autres	55	6 406	8 699	8 699	7 379
	56	276 621	300 056	46 917	346 973
Activités culturelles					
Centres communautaires	57				
Bibliothèques	58	21 050	20 942	20 942	12 859
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	59	4 256	870	870	9 049
Autres ressources du patrimoine	60	4 200	4 000	4 000	4 000
Autres	61	2 446	3 515	3 515	1 055
	62	31 952	29 327	29 327	26 963
	63	308 573	329 383	46 917	376 300
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
	64				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	65	44 629	43 637	43 637	48 484
Autres frais	66	3 764	3 768	3 768	3 816
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	67				
Autres	68	800	1 665	1 665	2 247
	69	49 193	49 070	49 070	54 547
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	70	483 212	500 533 (500 533)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel vérifié	
Rapport du vérificateur externe ou général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes	32
Revenus admissibles	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non vérifiés	
Acquisition d'immobilisations par catégories	36
Acquisition d'immobilisations d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme	37
Analyse de la charge de quotes-parts	38
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité Eau et égout	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2011	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE OU GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Conformément à l'article 966.2 du Code municipal du Québec, nous avons procédé à une vérification dont le but est de déterminer la validité du taux global de taxation de la municipalité de Saint-André-d'Argenteuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, selon les règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale. La responsabilité du respect des ces exigences légales et réglementaires incombe à la direction de la municipalité. Notre responsabilité de vérificateur consiste à exprimer une opinion sur la détermination du taux global de taxation en conformité de la loi et des règlements.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de fiabilité quant au respect, par la municipalité, des dispositions légales des règlements mentionnés ci-dessus. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des données nécessaires au calcul du taux global de taxation. Elle comprend également, le cas échéant, une évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À notre avis, le taux global de taxation de la municipalité pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 est établi, à tous égards importants, conformément à la loi et aux règlements précités.

Pilon & St-Jacques, comptables agréés
Par: Jean-Pierre Pilon, CA auditeur

LIEU Lachute

DATE 2010-04-07

Dernière modification : 2010-04-22 13:25:49

Réservé au ministère

11 289 522	100 433	2 771 930	1,1483
------------	---------	-----------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>2 855 189</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) (LFM)	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	<u> </u>
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	<u> </u>
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	<u> </u>
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	<u> </u>
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	<u> </u>
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	<u> </u>
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>2 855 189</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	2 855 189
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>2 855 189</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	83 259	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	8	<u> </u>	9 <u>83 259</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		10	<u>2 771 930</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2009 ²	1	<u>240 284 000</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2009 ²	2	<u>242 520 600</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>241 402 300</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>2 771 930</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>241 402 300</u>
Taux global de taxation réel de 2009	6	<input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="4"/> <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="3"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2009 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2009 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON VÉRIFIÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Budget 2009	Réalizations 2009	Réalizations 2008
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1		18 562	9 750
Usines de traitement de l'eau potable	2	543 247	648 670	58 679
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4		66 316	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	640 000	1 162 872	686 936
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Système d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10		82 628	39 947
Autres infrastructures	11	46 000		
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			11 997
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		53 294	25 707
Ameublement et équipement de bureau	18	20 000	11 440	19 404
Machinerie, outillage et équipement divers	19	100 000	20 007	20 811
Terrains	20			
Autres	21			
	22	1 349 247	2 063 789	873 231

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		18 562	9 750
Usines de traitement de l'eau potable	24		648 670	58 679
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		66 316	
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27			
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30			

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Ajouter		Déduire		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	969 900	22	43	110 600	64		859 300
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		23	44		65		
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	75 451	24	45	4 702	66		70 749
Organismes municipaux	4		25	46		67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		26	47		68		
Autres	6		27	48		69		
	7	1 045 351	28	49	115 302	70		930 049
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		29	50		71		
Réserves financières et fonds réservés	9		30	51		72		
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	362 689	31	52	45 600	73		317 089
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	682 662	32	53	69 702	74		612 960
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		33	54		75		
	13	1 045 351	34	55	115 302	76		930 049
Par les tiers								
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14		35	56		77		
Organismes municipaux	15		36	57		78		
Autres tiers	16		37	58		79		
Autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme								
	17		38	59		80		
	18		39	60		81		
	19	1 045 351	40	61	115 302	82		930 049
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Dettes en cours de refinancement	20		41	62		83		
	21	1 045 351	42	63	115 302	84		930 049

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Budget 2009	Réalisations 2009	Réalisations 2008
Administration générale				
Application de la loi	1	12 000	5 342	10 337
Évaluation	2	41 000	38 602	47 243
Autres	3	67 233	67 230	64 341
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	13 445	13 444	13 831
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	5 972	5 972	5 749
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 379	1 378	1 905
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17	666	665	686
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	38 152	38 152	41 744
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	18 952	18 951	18 625
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	92 229	91 660	90 998
Activités culturelles	23	4 256	870	699
Réseau d'électricité				
	24			
	25	295 284	282 266	296 158

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Effectifs personnes/ année ¹		Semaine normale (heures)		Rémunération		Charges sociales		Total
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	3,97	11	35	18	***	28	***	38	***
Professionnels	2	1,00	12	35	19	***	29	***	39	***
Cols blancs	3	2,42	13	35	20	***	30	***	40	***
Cols bleus	4	6,21	14	40	21	***	31	***	41	***
Policiers	5		15		22	***	32	***	42	***
Pompiers	6	19,92	16	5	23	***	33	***	43	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24	***	34	***	44	***
	8	33,52			25	***	35	***	45	***
Élus	9	7,00			26	47 588	36	2 149	46	49 737
	10	40,52			27	***	37	***	47	***

1. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ EAU ET ÉGOUT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Revenus de transfert					
	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada		Total	
	Fonctionnement	Investissement				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	444 021	56	60	444 021
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53		57	61	
Traitement des eaux usées	50	54		58	62	
Réseaux d'égout	51	55		59	63	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Évaluation	1	39 109	26		51	39 109	76		101	39 109	126
Autres	2	569 236	27	14 315	52	583 551	77	1 412	102	582 139	127
	3	608 345	28	14 315	53	622 660	78	1 412	103	621 248	128
Sécurité publique											
Police	4	304 163	29		54	304 163	79		104	304 163	129
Sécurité incendie	5	245 841	30	39 911	55	285 752	80	20 842	105	264 910	130 5 454
Sécurité civile	6	5 646	31		56	5 646	81		106	5 646	131
Autres	7	11 013	32		57	11 013	82		107	11 013	132
	8	566 663	33	39 911	58	606 574	83	20 842	108	585 732	133 5 454
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	9	434 718	34	253 521	59	688 239	84	5 354	109	682 885	134 24 702
Enlèvement de la neige	10	407 858	35	7 618	60	415 476	85		110	415 476	135
Autres	11	75 748	36	1 228	61	76 976	86		111	76 976	136
Transport collectif	12	5 972	37		62	5 972	87		112	5 972	137
Autres	13		38		63		88		113		138
	14	924 296	39	262 367	64	1 186 663	89	5 354	114	1 181 309	139 24 702
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	15	19 872	40	2 726	65	22 598	90		115	22 598	140
Traitement des eaux usées	16	78 768	41	20 103	66	98 871	91	1 570	116	97 301	141 3 759
Réseaux d'égout	17	65 252	42	70 733	67	135 985	92		117	135 985	142 5 154
Matières résiduelles	18	17 513	43	39 847	68	57 360	93	1 080	118	56 280	143 10 001
Déchets domestiques	19	66 771	44		69	66 771	94		119	66 771	144
Matières secondaires	20	92 164	45		70	92 164	95		120	92 164	145
Autres	21	1 574	46		71	1 574	96		121	1 574	146
Cours d'eau	22	11 515	47		72	11 515	97		122	11 515	147
Protection de l'environnement	23		48		73		98		123		148
Autres	24		49		74		99		124		149
	25	353 429	50	133 409	75	486 838	100	2 650	125	484 188	150 18 914

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être										
Logement social	151 10 628	166	181		10 628	196	211		10 628	226
Sécurité du revenu	152	167	182			197	212			227
Autres	153 101 985	168	183		101 985	198	213		101 985	228
	154 112 613	169	184		112 613	199	214		112 613	229
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	155 172 415	170	3 614	185	176 029	200	2 300	215	173 729	230
Rénovation urbaine	156 7 556	171		186	7 556	201		216	7 556	231
Promotion et développement économique	157 18 951	172		187	18 951	202		217	18 951	232
Autres	158	173		188		203		218		233
	159 198 922	174	3 614	189	202 536	204	2 300	219	200 236	234
Loisirs et culture										
Activités récréatives	160 300 056	175	46 917	190	346 973	205	60 011	220	286 962	235
Activités culturelles										
Bibliothèques	161 20 942	176		191	20 942	206		221	20 942	236
Autres	162 8 385	177		192	8 385	207		222	8 385	237
	163 329 383	178	46 917	193	376 300	208	60 011	223	316 289	238
Réseau d'électricité	164	179		194		209		224		239
	165 3 093 651	180	500 533	195	3 594 184	210	92 569	225	3 501 615	240 49 070

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 063 758	873 231
Frais de financement	4	31	
Autres	5		
	6	2 063 789	873 231

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

		2009	2008
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	571 666	804 478
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	571 666	804 478
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	424 608	949 249
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(147 886)	(163 879)
Activités d'investissement	6	(12 615)	(604 935)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(200 600)	(413 247)
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	63 507	(232 812)
Solde à la fin de l'exercice	11	635 173	571 666
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	725 196	431 893
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	725 196	431 893
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	(152 347)	(61 610)
Activités d'investissement	16	(247 625)	(58 334)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	200 600	413 247
Financement des investissements en cours	18		
	19	(199 372)	293 303
Solde à la fin de l'exercice	20	525 824	725 196
Montant à pourvoir dans le futur			
Solde au début de l'exercice	21	(4 589)	(11 824)
Redressement aux exercices antérieurs	22		
Solde redressé au début de l'exercice	23	(4 589)	(11 824)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	24	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	25	()	()
Régimes non capitalisés	26	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	27	()	()
Autres	28	()	()
	29	()	()
Diminution de l'exercice	30	346	7 235
	31	346	7 235
Solde à la fin de l'exercice	32	(4 243)	(4 589)

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	2009	2008
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	33 (345)	2 785
Redressement aux exercices antérieurs	34	
Solde redressé au début de l'exercice	35 (345)	2 785
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	36 (914 406)	(3 130)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	37	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	
	40 (914 406)	(3 130)
Solde à la fin de l'exercice	41 (914 751)	(345)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	42 9 897 161	9 803 789
Redressement aux exercices antérieurs	43	
Solde redressé au début de l'exercice	44 9 897 161	9 803 789
Variation de l'exercice	45 1 150 358	93 372
Solde à la fin de l'exercice	46 11 047 519	9 897 161

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	2009		2008
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

Taxes sur la valeur foncière**Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[] [0] , [9] [0] [0] [0] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[] [1] , [0] [8] [0] [0] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[] [1] , [4] [9] [0] [0] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[] [] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] [0] , [0] [4] [5] [7] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] [] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] [] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] [] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] [] , [] [] [] [] [] \$

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

Eau	1	1 | 6 | 0	, | 0 | 0 \$
Égout	2	| | |	, | | | \$
Eau et égout	3	| | |	, | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | |	, | | | \$
Matières résiduelles	5	| | 7 | 7	, | 5 | 0 \$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Reg 12 Moustiques	,0797	1	
Reg, 119 Egout-construction 75%	187,5400	4	
Reg. 110 Aqueduc rue principale 25%	,0056	1	
Ord.-A - ordures residence	77,5000	4	
Ord-B - ordures hebergement	197,0000	4	
Ord-C - ordures commerces	97,5000	4	
Ord-D - ordures commerces add.	39,5000	4	
Ord-E - ordures industries	197,0000	4	
Ord-F - ordures speciales commerces	24,7500	4	
Ord-G - Ordures saisonnieres	79,0000	4	
Col-A- collecte selective residence	15,0000	4	
Col-B - collecte selective hebergement	15,0000	4	
Col-C - collecte selective commerces	15,0000	4	
Col-D - collecte selective commerces add	15,0000	4	
Col-E - collecte selective industries	15,0000	4	
Col-F - collecte selective special comme	15,0000	4	
Eau-A - Eau residences	160,0000	4	
Eau-B - Eau hebergement	270,0000	4	
Eau-C - Eau commerces	170,0000	4	
Eau-D - Eau commerces add.	96,0000	4	
Eau-F - Eau speciale commerce	34,0000	4	
Eau-G Eau - saisonniere	96,0000	4	
Ego-A Egout-residence	132,0000	4	
Ego-B Egout - hebergement	298,0000	4	
Ego-C Egout - commerce	180,0000	4	
Ego-D Egout - commerces add.	90,0000	4	
Ego-E Egout - industries - 10 emp.	358,0000	4	
Ego-F Egout - industries + 10 empl.	598,0000	4	
Ego-G Egout - spec. commerces	30,0000	4	

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

Description	Taux	Code¹	Préciser
EgoC-A Egout-residence Carillon	232,0000	4	
EgoC-B Egout hébergement Carillon	5 065,0000	4	
EgoC-C Egout commerce Carillon	183,0000	4	
EgoC-D Egout - commerce add. Carillon	75,0000	4	
EgoC-G Egout spec.commerce Carillon	25,0000	4	
Reg. 12 Moustiques EAT	,0794	1	
Reg.56 - Pavage EAE	,0560	1	
Reg. 110 Aqueduc principale EAE	,0056	1	
Reg 110 Cr aqueduc principale EAE Cr.	,0059	1	
Ord-H EAE Ordures EAE	77,5000	4	
Col-H EAE Collecte selective EAE	15,0000	4	
Eau-H Eau EAE	160,0000	4	
Ego-H Egout agricole EAE	132,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2009	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2009 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2009 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	225 136	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	500	20 <input type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse MUNICIPALITE DE SAINT-ANDRE-D'ARGENTEUIL
(no) (rue)
10 RUE DE LA MAIRIE J0V 1X0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 537-3527
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 537-3070
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@saintandredargenteuil.lca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Linne Roquebrune

Téléphone (450) 537-3527
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 537-3070
(ind. rég.) (numéro)

Courriel l.roquebrune@saintandredargenteuil.ca

VÉRIFICATEUR EXTERNE

Nom Pilon & St-Jacques

Titre Comptables agréés

Adresse 483 rue Principale
(no) (rue)
Lachute J8H 4G4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 562-5258
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 562-1007
(ind. rég.) (numéro)

Courriel slegault@qc.aira.com

Responsable du dossier Suzanne Legault, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2011

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2009

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1
2
3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), Linne Roquebrune
(Nom)

Secrétaire-trésorière
(Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2011 sont exacts.

(Signature)

2010-04-26
(Date)

Dernière modification : 2010-04-22 13:25:49

Réservé au ministère

11 289 522	100 433	2 771 930	1,1483
------------	---------	-----------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier de
 _____ (Nom)
 Saint-André-d'Argenteuil _____ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, déposé lors
 _____ (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 _____ (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 _____ (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de _____ 100 433 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de _____ 2 771 930 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification : 2010-04-22 13:25:49

Réservé au ministère

11 289 522	100 433	2 771 930	1,1483
------------	---------	-----------	--------

RAPPORT FINANCIER 2009 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S3);
 2. Rapport du vérificateur externe sur les états financiers (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport du vérificateur externe ou général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2011 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)